



Rapport d'orientations budgétaires 2023

Préambule	2
Introduction	3
I - Contexte national	4
A- Situation globale	4
B - Situation des collectivités locales et de la collectivité	8
 II - Orientations budgétaires pour le mandat	 16
A - Budget principal	16
1- Prospective de la section de fonctionnement	17
2- Des investissements cohérents et tournés vers l'avenir	27
3- Dépenses d'investissement et Plan pluriannuel d'investissement	28
B - Budget annexe Energie Bois	30
C - Budget annexe Energie Bois	31

Préambule : Eléments relatifs au rapport :

La loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale (NOTRe) impose aux collectivités la production d'un Rapport d'Orientations Budgétaires soumis au vote de l'assemblée délibérante. Le décret d'application du 24 juin 2016 encadre le contenu de ce rapport. Il stipule que le rapport doit comporter les informations suivantes :

- 1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
- 2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- 3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 (loi n°2018-32 du 22 janvier 2018) est venue compléter la liste des éléments à présenter :

- Les objectifs en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement,
- L'évolution du besoin de financement annuel (mobilisation d'emprunt – remboursement capital dette).

Le document présentera les sous parties évoquées :

- évolution prévisionnelle des charges et des produits pour le BP 2023,
- dynamique pluriannuelle en lien avec la programmation pluriannuelle des investissements,
- état des lieux de la dette de la commune.

Introduction

Première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du Budget Primitif 2023, le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) doit permettre au Conseil municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Troisième exercice du mandat 2020-2026, ce ROB est préparé dans un contexte d'incertitudes renouvelées et d'ampleur inédite, lié à un contexte macroéconomique difficile et une inflation record.

La présente proposition s'inscrit dans la mise en œuvre du programme municipal 2020-2026, fondé sur l'objectif de faire de Saint-Marcellin, une ville apaisée, aérée, régénérée, créative, pour tous et avec chacun.

Pour atteindre cet objectif, la priorité de la mandature reste l'amélioration du cadre de vie des habitants notamment au travers de l'Opération de Revitalisation du Territoire.

Aussi, en 2023, les efforts se poursuivront en matière de sécurité, tranquillité publique d'une part et de propreté de la ville d'autre part.

Malgré le contexte, la Ville de Saint-Marcellin développe ses priorités de moyen et long termes, notamment en matière de renouvellement urbain, prioritaire pour son territoire, tout en s'attachant à préserver ses capacités budgétaires et principalement sa capacité d'autofinancement, levier indispensable et essentiel pour son programme pluriannuel d'investissements soutenu.

Parallèlement, la ville œuvre quotidiennement pour garantir un niveau de services publics de qualité et consolider les politiques publiques existantes.

Dans un contexte récemment marqué par la crise de la COVID-19 et désormais très assombri par la crise mondiale et les très hauts niveaux d'inflation, les priorités politiques municipales qui seront traduites dans le projet de budget primitif 2023, s'attachent à dynamiser la ville avec comme fil conducteur : « changer la ville pour changer la vie des Saint-Marcellinois ».

Ainsi, la Ville de Saint-Marcellin articulera en 2023 son action autour des axes suivants :

- ✓ La poursuite des actions de solidarité envers les personnes les plus fragiles, seniors, familles, etc....
- ✓ L'orientation vers un budget économe et tourné vers la transition écologique,
- ✓ L'accélération du renouvellement urbain de Saint-marcellin,
- ✓ L'amélioration de la qualité de vie des Saint-Marcellinois.

I - Contexte national

A- Situation globale

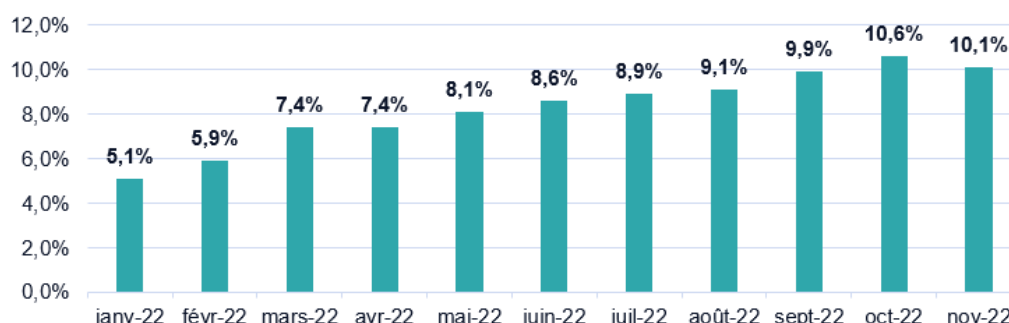
Source : Note de conjoncture, Les finances locales, Tendances 2022 par niveau de collectivités, la Banque postale, septembre 2022

Les éléments macro-économiques nationaux retenus sont les suivants :

Après avoir enregistré la contraction la plus marquée de son histoire en temps de paix au printemps 2020 (perte d'activité instantanée d'environ 30 % lors du premier confinement), l'économie française a amorcé un rebond malgré plusieurs périodes de contraintes sanitaires (progression du PIB de + 6,8 % en 2021 après - 7,9 % en 2020). La France n'est pas seule à avoir connu un tel ressaut, ce qui a généré des tensions fortes dans l'économie mondiale, synonymes de difficultés d'approvisionnement et de hausses des prix (composants, transport maritime, matières premières).

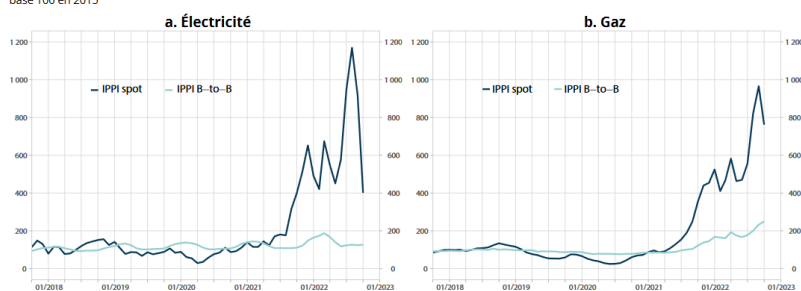
Début 2022, le déclenchement de la guerre en Ukraine a renforcé le renchérissement des prix des matières premières, notamment pour les céréales et encore plus pour le gaz, du fait d'anticipations d'une rupture des approvisionnements en provenance de Russie. Sous l'effet des mesures gouvernementales mises en place pour limiter la perte de pouvoir d'achat des ménages (bouclier tarifaire sur les prix du gaz et de l'électricité, ristourne sur les prix de l'essence), l'inflation est restée un peu plus contenue en France (5,8 % sur un an en août contre 9,1 % en zone euro).

Evolution des taux d'inflations européen en 2022



Source : Eurostat

► 1. Évolution mensuelle du prix de l'électricité et du gaz échangés sur les marchés et vendus aux entreprises en France
base 100 en 2015



Dernier point : octobre 2022.
Note : L'IPPI spot désigne l'indice des prix de production de l'industrie pour l'électricité (resp. gaz) vendue en gros au prix spot. L'IPPI B-to-B de l'électricité désigne l'indice des prix de production de l'industrie pour l'électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une puissance supérieure ou égale à 36 kVA. Pour le gaz, il désigne l'indice de prix de production du commerce du gaz par conduites aux entreprises consommatrices finales.
Source : Insee, indice des prix de production de l'industrie

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est estimée à 6,7% (détail ci-dessous) pour l'année 2022. Les prix de l'énergie contribuent pour beaucoup, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire retraitée des prix de l'énergie et de l'alimentation, serait de 3,5% pour 2022.

Les économistes de la Banque de France prévoient en 2023 à nouveau 6% d'inflation. La hausse de l'IPCH reste stimulée par le prix de l'énergie et notamment la fin des aides de l'Etat sur le carburant, la diminution de la prise en charge liée au bouclier tarifaire et la renégociation des contrats d'énergie des entreprises. Le secteur des services continue de connaître une augmentation de ses prix due au dynamisme du marché du travail entraînant des hausses de salaires. Pour faire face à une certaine pénurie de main d'œuvre, la France compte créer un titre de séjour pour les métiers en tension.

Les prévisions de croissance pour 2024 ont été revue à la baisse. En septembre 2022, les économistes de la Banque de France prévoyaient un taux de croissance de 1,80% pour 2024 contre 1,20% en décembre 2022. Cette baisse de 60 points de base est due à la remontée des taux d'intérêt plus élevée que prévue, une inflation plus prononcée et enfin à la baisse de la demande des acteurs économiques.

L'inflation serait amenée à ralentir en 2024 et en 2025 avec une détente sur les prix de l'énergie et l'impact de la normalisation monétaire. Le pouvoir d'achat des ménages pourrait repartir à la hausse après des années de diminution. Les augmentations de salaire combinées à la baisse des prix de l'énergie expliqueraient cette situation favorable pour les ménages.

Indices des prix à la consommation

Évolutions annuelles (en %) ; base 100 : année 2015

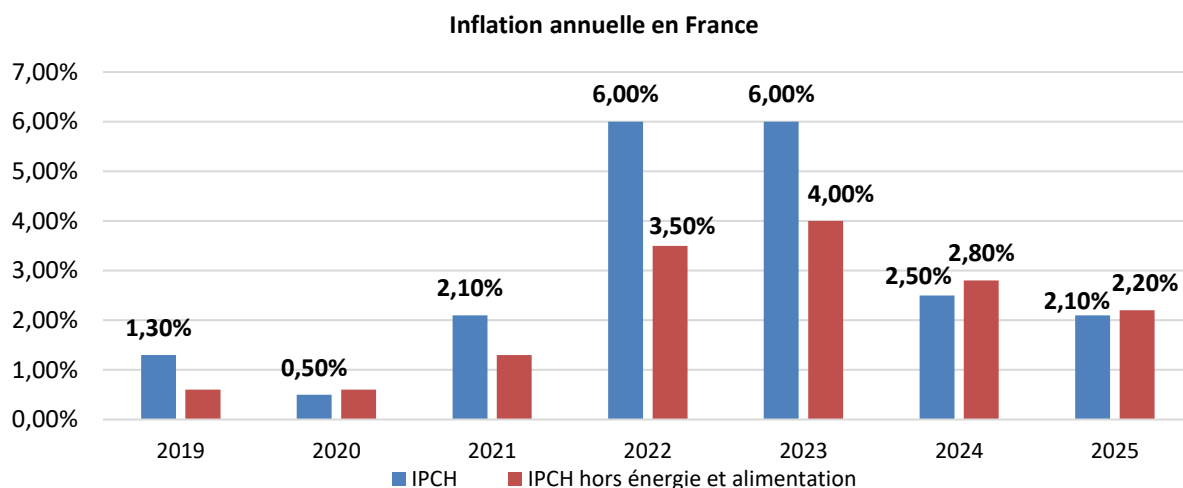
	Pondérations 2022 (p)	janvier 2021	décembre 2021	janvier 2022 (p)
Ensemble IPC*	10000	0,6	2,8	2,9
Alimentation	1654	1,0	1,4	1,5
- Produits frais	251	5,1	3,3	3,6
- Autre alimentation	1403	0,3	1,0	1,1
Tabac	217	12,7	0,0	-0,1
Énergie	886	-5,8	18,5	19,7
Produits manufacturés	2447	0,8	1,2	0,6
Services	4796	0,8	1,8	2,0
Ensemble IPCH**	10000	0,8	3,4	3,3

(p) données provisoires

*: indice des prix à la consommation **: indice des prix à la consommation harmonisé

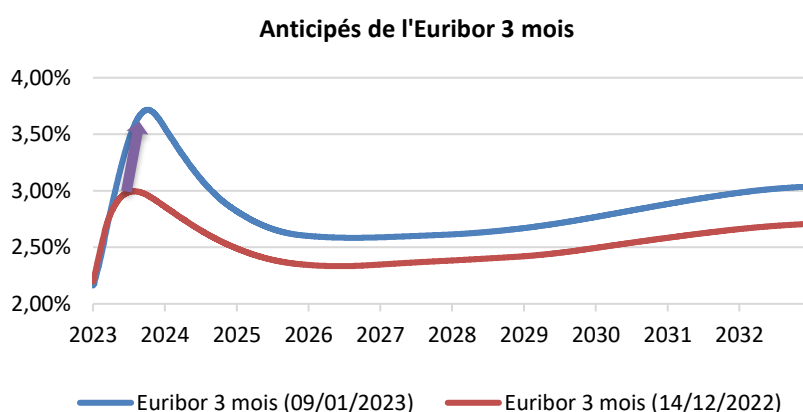
Champ : France hors Mayotte

Source : Insee – indices des prix à la consommation

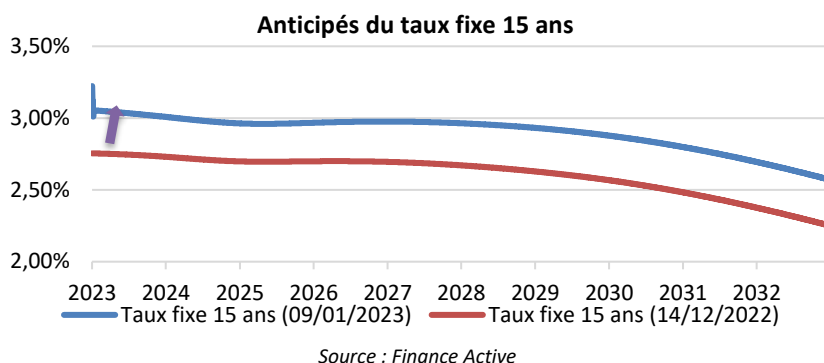


Source : Banque de France

En dépit de la crise sanitaire, le soutien des politiques économiques a permis une grande résilience du marché du travail. En France, le taux de chômage est ressorti à 7,4 % au 2^e trimestre 2022, inférieur de 0,8 point à son niveau de fin 2019. Les salaires ont commencé à accélérer dans le secteur privé, avec une augmentation de 3,0 % sur un an au 2^e trimestre, en partie en raison de la revalorisation du Smic. Pour faire face à ce retour de l'inflation, les banques centrales ont amorcé un resserrement de leur politique monétaire. Après avoir interrompu ses achats nets d'actifs, la BCE a procédé à une première hausse de ses taux directeurs de 50 points de base (pb) en juillet, suivie d'une augmentation de 75 pb en septembre ; d'autres devraient suivre. Dans ce contexte, les taux longs se sont vivement redressés depuis le début de l'année. Encore légèrement négatif en septembre 2021, le rendement de l'OAT a touché un pic à 2,37 % le 14 juin 2022, avant de se détendre face aux craintes d'un net ralentissement économique à venir.



Source : Finance Active

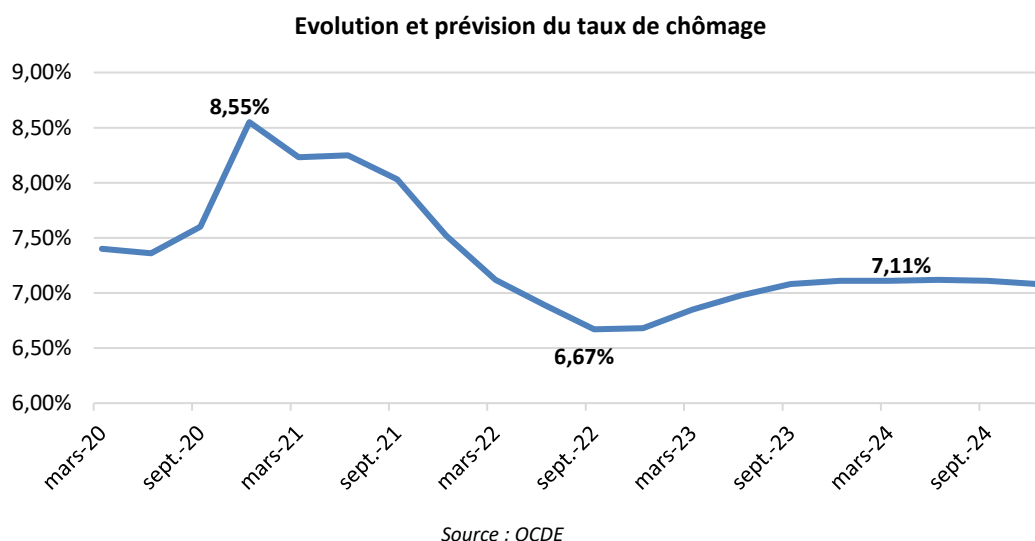


Après un début d'année marqué par une nouvelle poussée épidémique, le PIB a rebondi au 2^e trimestre, bénéficiant notamment de la reprise du tourisme. À mi-année, l'acquis de croissance (progression du PIB enregistrée en moyenne annuelle s'il restait égal jusqu'à la fin de l'année) atteignait 2,5 %.

En %	2021	2022	2023
Croissance du PIB réel	6,8	2,6	0,5
Taux de variation des prix à la consommation (IPCH)	2,1	5,8	4,7
Taux de chômage (BIT, France entière, moyenne annuelle)	7,9	7,3	7,6

Source : Projections de la Banque de France, septembre 2022.

Le marché du travail est resté tendu en 2022 et subit également des pénuries de main d'œuvre. En 2022, le taux de chômage a baissé et s'est établi autour de 6% malgré le ralentissement de l'activité économique, les tensions inflationnistes et le contexte international marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le taux de chômage devrait repartir à la hausse à partir du second trimestre 2023 et s'établir à 7 %.



Au premier semestre 2023, le revenu disponible brut des ménages ralentirait. Les revenus d'activité seraient en effet moins dynamiques, du fait notamment du ralentissement de l'emploi. Les prestations sociales continueraient quant à elles à progresser en début d'année, soutenues par la revalorisation de certaines prestations sociales (notamment les pensions de base) ainsi que

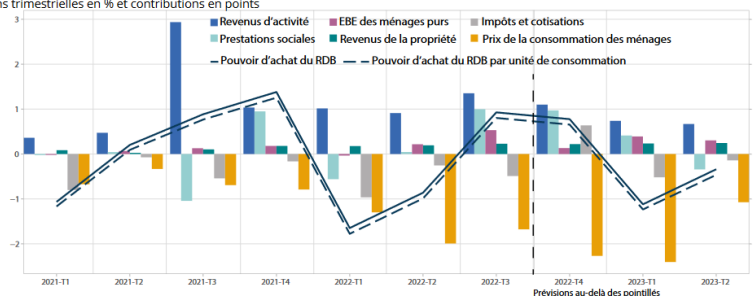
par le versement de l'indemnité carburant, mais se replieraient au deuxième trimestre en contre-coup de ce versement. Du fait du dynamisme des prix de consommation, surtout au premier trimestre, le pouvoir d'achat par unité de consommation se replierait (-1,2 % au premier trimestre puis -0,5 % au deuxième trimestre).

Pour 2023, l'acquis d'évolution du pouvoir d'achat à mi-année (soit l'évolution annuelle prévue si le pouvoir d'achat restait figé au second semestre à son niveau prévu pour le deuxième trimestre) serait négatif (-0,6 %, soit -0,9 % par unité de consommation).

Cet acquis à mi-année ne préjuge cependant pas de l'évolution du pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année 2023 car il n'intègre pas, par définition, les possibles mouvements du RDB et des prix de la consommation du second semestre.

► 2. Variation trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et de ses principales contributions

variations trimestrielles en % et contributions en points

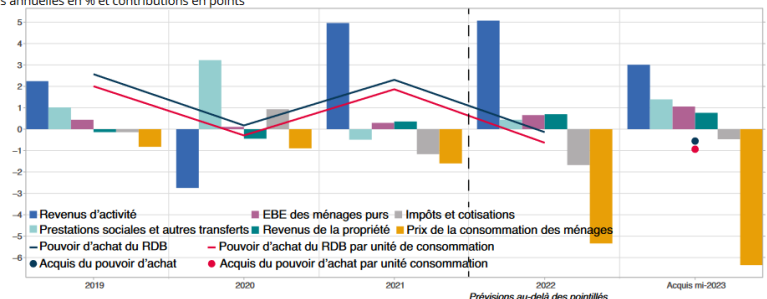


Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation augmenterait de 0,8 % au quatrième trimestre 2022. La principale contribution à cette évolution serait celle des prix de la consommation des ménages, qui s'élèverait à -2,3 points.

Source : Insee

► 3. Variation annuelle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et de ses principales contributions

variations annuelles en % et contributions en points



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation diminuerait de 0,6 % en 2022. La principale contribution à cette évolution serait celle des prix de la consommation des ménages, qui s'élèverait à -5,3 points.

Source : Insee

La Banque de France estime un deuxième ralentissement de la croissance en 2023 avec un taux compris entre -0,30% et 0,80% compte tenu des tensions inflationnistes sur le secteur de l'énergie et l'incertitude sur l'issue de la guerre en Ukraine. Une récession, c'est-à-dire un recul du PIB sur deux trimestres consécutifs, est envisagée mais avec un impact limité dans son amplitude et dans le temps.

Les marges des entreprises françaises pourraient continuer à se réduire notamment à cause de la hausse des salaires attendue et de la stagnation de la productivité des salariés. Le prix de l'énergie se répercutera également sur ces marges. Selon une enquête de la Banque de France, 20% des entreprises considèrent que le prix de l'énergie aura un impact sur leurs marges futures alors que la productivité du travail n'augmenterait que de 0,2%. L'investissement des entreprises diminuerait ainsi *de facto* en 2023 avec la baisse de leur rentabilité.

B- Situation des collectivités locales et de la collectivité

En dépit d'une situation économique incertaine, le PLF 2023 amorce le rétablissement des comptes publics, conformément au projet de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

1/ Projet de loi de Finances 2023 :

Source : economie.gouv.fr – dossier de presse du PLF 2023

La Loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 prévoit d'associer les collectivités locales à la maîtrise de la trajectoire des finances publiques en reconduisant l'objectif qui figurait dans la LPFP pour les années 2018 à 2022 d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) de l'ensemble des collectivités.

En raison du contexte marqué par la reprise de l'inflation, l'objectif de DRF sera désormais évolutif et correspondra à une limitation de la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités au niveau du taux d'inflation minoré de 0,5 point.

La LPFP institue également un nouvel instrument permettant de garantir la contribution des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques. À la différence des « contrats de Cahors », ce nouvel instrument se fonde sur la confiance et confie aux collectivités, organisées au sein de chacune des catégories (bloc communal, départements et régions), le soin d'établir les conditions d'atteinte de l'objectif global d'évolution des dépenses.

En cas de dépassement de l'objectif de DRF par la catégorie dans son ensemble, une limitation à l'accès aux dotations de soutien à l'investissement de l'État ainsi qu'au futur fonds de transition écologique, prévu dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2023, pourra être décidée pour les collectivités ayant contribué au dépassement de l'objectif. Ces collectivités seront alors, et ce jusqu'à la fin de la période de programmation, soumises à un accord de retour à la trajectoire, qui sera négocié au niveau local avec le représentant de l'État. Cet accord fixera un objectif individualisé d'évolution des DRF tenant compte de la situation de la collectivité. Si cet objectif est dépassé à nouveau, la collectivité pourra être soumise à une reprise correspondant à 75 % de l'écart constaté par rapport à l'objectif, voire à 100 % si la collectivité a refusé l'accord de retour à la trajectoire.

Ce nouvel instrument concernera toutes les collectivités dont les dépenses réelles de fonctionnement inscrites au sein du budget principal sont supérieures à 40 M€.

La trajectoire des concours financiers de l'État aux collectivités locales sera fixée quant à elle pour la période du budget quinquennal. Le périmètre des concours plafonnés comprendra les prélèvements sur recettes à l'exclusion du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), les crédits budgétaires de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT) ainsi que la fraction de TVA affectée aux régions en substitution de leur dotation globale de fonctionnement (DGF). Les régions bénéficient de l'intégralité de la dynamique de la fraction de TVA qui leur a été affectée.

À périmètre constant, les concours financiers de l'État à destination des collectivités territoriales progressent, dans le PLF pour 2023, de + 1,1 Md€ par rapport à la loi de finances initiale (LFI) pour 2022 et de + 1,4 Md€ hors mesures de relance et mesures ponctuelles instituées en 2022. Le PLF 2023 porte notamment 430 M€ dédiés au dispositif de compensation des effets induits par l'inflation sur les dépenses de fonctionnement des collectivités au titre de l'exercice 2022.

Conformément aux engagements pris par le Président de la République, et dans l'objectif de soutien de l'activité économique et de reconquête industrielle, le PLF pour 2023 poursuit l'allègement des impôts de production initié en 2021, en prévoyant la suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). En cohérence avec les objectifs de maîtrise des finances publiques fixés pour les années 2022-2027, il propose de procéder à cette

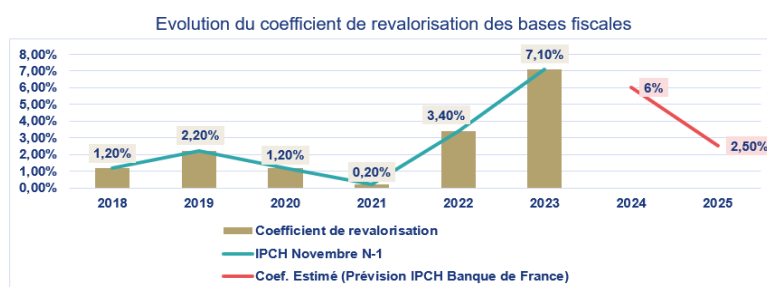
suppression en deux fois : en 2023, la cotisation due par les entreprises redevables sera diminuée de moitié avant une suppression totale en 2024.

La perte de recettes induite par cette suppression sera compensée aux collectivités territoriales dès le 1^{er} janvier 2023 par l'affectation d'une fraction de taxe sur la valeur ajoutée, égale à la moyenne de la CVAE perçue au titre des années 2020, 2021 et 2022. Par ailleurs, afin de maintenir l'incitation, pour les collectivités territoriales, à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire, la dynamique annuelle de cette fraction de TVA sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires dont les modalités de répartition, tenant compte du dynamisme économique de leurs territoires respectifs, seront arrêtées à l'issue d'une concertation avec les collectivités locales.

Enfin, la perte de recettes découlant de la suppression des frais de gestion de CVAE bénéficiant aux régions sera compensée à ces collectivités par l'institution d'une dotation budgétaire dont le montant sera égal au montant des frais perçus par elles en 2022.

Depuis 2018, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est automatiquement indexée, lorsqu'elle est positive, sur la variation sur un an au mois de novembre de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

L'IPCH de novembre 2022 est de 7,10%. C'est donc cette croissance qui s'appliquera sur les bases « ménages ».



Par ailleurs, un fonds d'accélération de la transition écologique, aussi appelé « fonds vert », est mis en place pour l'année 2023. Ce fonds, doté de 2Mds€ a été créé pour soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...)

Instaurée par la Loi de Finances 2020, la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la revalorisation des aménités rurales est abondée de 17,3 M€ supplémentaires, portant celle-ci à 41 M€ à compter de 2023, après le doublement de son montant en 2022. Cette dotation est destinée aux communes de moins de 10.000 habitants dont le territoire fait partie pour 75% d'un site Natura 2000 ou se trouve dans un cœur de parc national ou en bordure d'un parc naturel marin.

La provision pour subventions exceptionnelles, accordées aux collectivités territoriales confrontées à des difficultés financières, est revalorisée de 8 M€, dont 1 M€ dédié aux communes forestières, pour les aider à lutter contre les scolytes.

Enfin, la Loi de Finances pour 2023 met également en place un « amortisseur électricité » pour contenir la hausse du prix de l'électricité pour les collectivités locales dans leur sens élargi.

Il se matérialise sous la forme d'une prise en charge par l'Etat de 50% de l'électricité consommée par une collectivité. L'Etat prendra à sa charge un coût du Mw/H compris entre 180 € et 500 €.

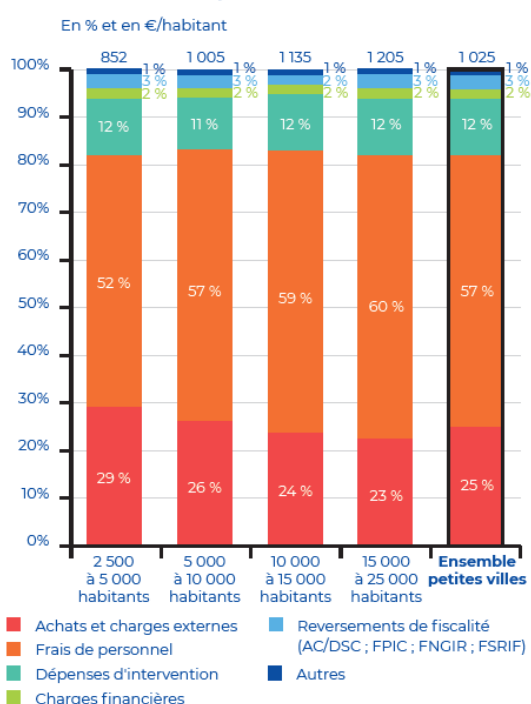
3/ Les dépenses de fonctionnement

Source : Regard financier sur les petites villes – Décembre 2022

Bulletin d'information statistique – Département des études et des statistiques locales, DGCL, n°170 – janvier 2023

En 2022, les dépenses de fonctionnement totales des petites villes représentent 36,5 milliards d'euros soit 36% du budget total des communes.

Ventilation des dépenses de fonctionnement



En moyenne, elles dépensent près de 1 000 euros par habitant soit une hausse de 2,9% par rapport à 2020. A Saint-Marcellin, les dépenses de fonctionnement représentent 1 251€ par habitant.

- Les frais de personnel représentent la première composante des dépenses des petites villes ; Pour la strate 5 à 10 000 habitants, ce ratio est de près de 57%

En 2022, à Saint-Marcellin, le ratio des dépenses de personnel sur les dépenses de fonctionnement s'élève à 50,8%.

Evolution des dépenses de personnel sur les dépenses de fonctionnement de 2019 à 2022

	2019	2020	2021	2022
Charges de personnel	4 321 557	4 299 399	4 289 039	4 735 305
Charges courantes	8 884 478	8 433 408	8 634 828	9 317 109
Charges de personnel / charges courantes	48,6%	51,0%	49,7%	50,8%

La poursuite de la politique de déprécarisation, la hausse du point d'indice et les mesures précisées en page 20 expliquent ces évolutions.

- Les achats et charges externes (fournitures, achats de prestations de services, charges locatives, entretien de la voirie et des matériels, etc.) représentent 26 % des dépenses de fonctionnement des collectivités de 5 à 10 000 habitants.

En 2022, pour la Ville de Saint-Marcellin, les dépenses d'achat et charges externes représentent 32% des dépenses de fonctionnement.

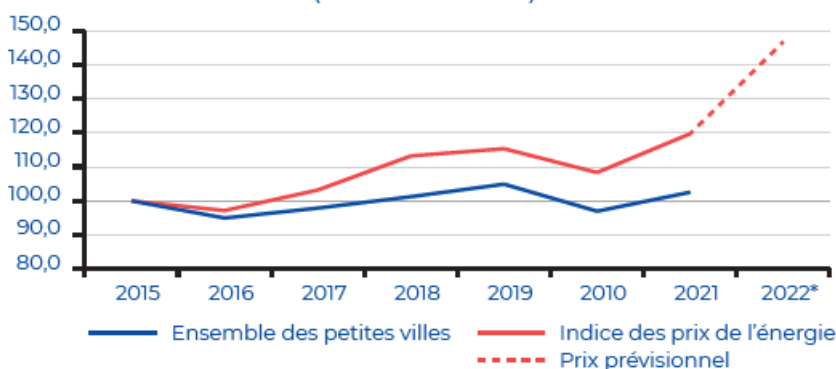
Evolution des dépenses d'achat et charges externes à Saint-Marcellin (en %)

Dépenses réelles de fonctionnement	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Charges à caractère général	26%	29%	30%	32%

- Les dépenses d'énergie

Depuis 2015, les dépenses d'énergie des petites villes ont suivi un schéma globalement identique à l'indice des prix de l'énergie. À fin 2021, l'impact des hausses de prix se trouve moins marqué pour les petites villes.

Les dépenses d'énergie des petites villes comparées à l'indice des prix de l'énergie
(Base 100 de 2015)



La Ville de Saint-Marcellin a pour l'heure été protégée par un marché dont le coût est de 50€ HT du MWh et dont l'échéance est prévue au 31 décembre 2023. De fortes incertitudes pèsent sur le budget 2024 en raison de la possible multiplication des dépenses énergétiques par 3 ou 4.

D'autant plus que les modalités de l'amortisseur électricité évoquée précédemment ne sont pas encore connues pour 2024 et que la ville est propriétaire de plus d'une 40^{aine} de bâtiments pour une surface totale d'environ 40 000m2.

Pour rappel, le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) également appelé « décret tertiaire », impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires. La réglementation exige une réduction de la consommation d'énergie finale en appliquant une des deux méthodes présentées à l'article L 111-10-3 du code de la construction et de l'habitation : réduire de 40% d'ici 2030, 50% d'ici 2040, et 60% d'ici 2050 la consommation énergétique finale du bâtiment, par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à l'année 2010 ou, atteindre un niveau de consommation énergétique fixé en valeur absolue pour chaque type d'activité.

Pour atteindre ces objectifs, différentes actions peuvent être mises en place par les propriétaires et preneurs à bail :

- Améliorer la performance énergétique des bâtiments,
- Installer des équipements performants et mettre en place des dispositifs de contrôle et gestion active de ces appareils,
- Faire évoluer le comportement des occupants,
- S'engager dans l'installation de panneaux photovoltaïques.

La Ville a profité de ce délai supplémentaire pour bâtir un ambitieux plan de sobriété énergétique et poursuivre les efforts engagés pour la transition énergétique depuis plusieurs années.

Les recettes de fonctionnement

Pour financer leur fonctionnement, les collectivités s'appuient surtout sur la fiscalité. Pour les communes de 5 à 10 000 habitants, les recettes de fiscalité représentent 57% de leurs recettes totales. Pour Saint-Marcellin, les recettes de fiscalité représentent 74% des recettes de fonctionnement.

Evolution de la part de la fiscalité dans les recettes de fonctionnement (en %)

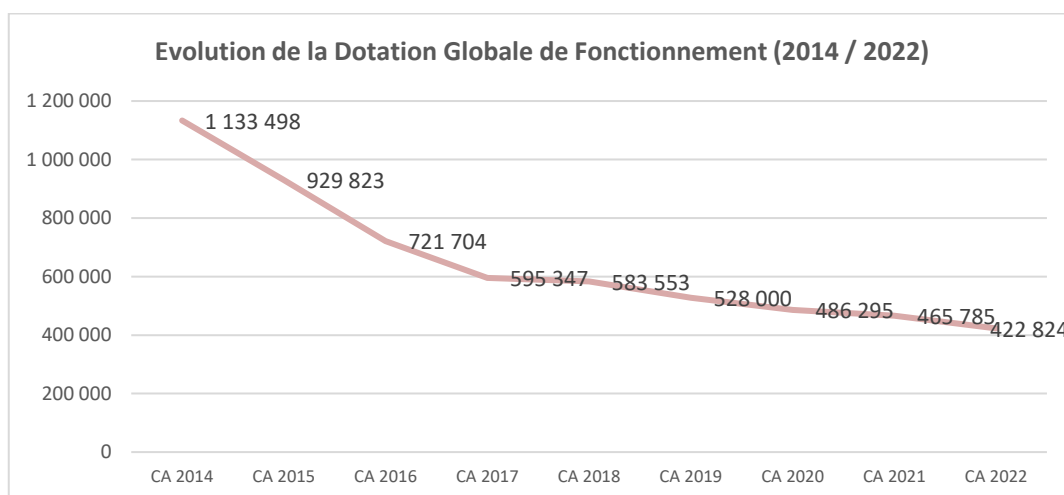
	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Impôts et taxes	73%	74%	74%	74%

Cette année encore, le taux d'imposition communal restera stable, les bases quant à elles seront revalorisées de 7,1% sous l'effet de l'inflation.

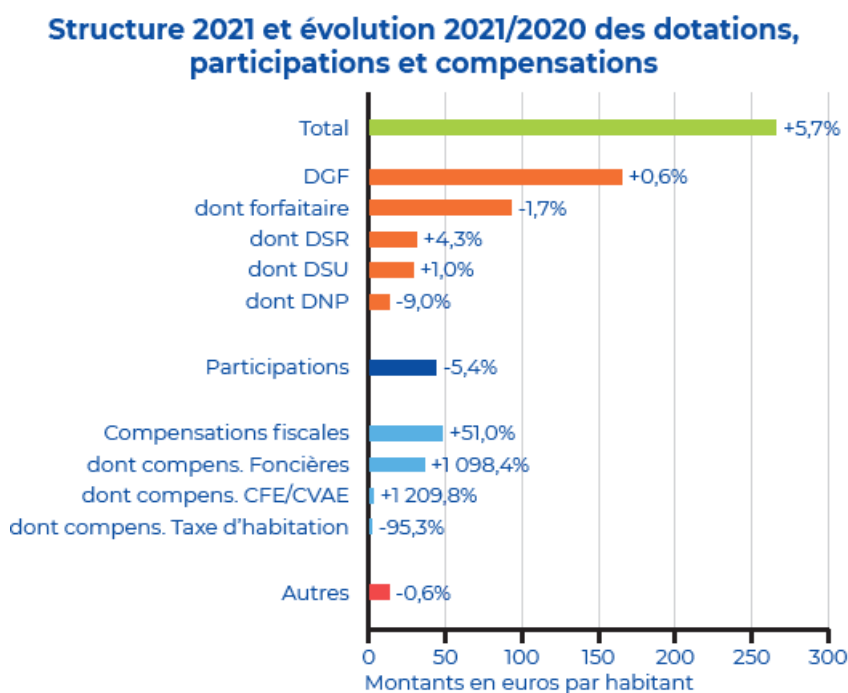
- Les concours de l'État, dont la dotation globale de fonctionnement est l'élément principal, ont baissé au début de la dernière mandature pour contribuer au redressement des finances publiques. Depuis 2018, l'enveloppe de ces concours ne diminue plus ; seules des variations individuelles peuvent apparaître, en fonction d'indicateurs utilisés dans les répartitions ou de la situation de la collectivité vis-à-vis des mécanismes de péréquation.

Les concours de l'État représentaient 19 % des recettes des communes en 2022. Les concours de l'état à Saint-Marcellin équivalent à près de 13% des recettes de la commune.

Evolution des dotations de l'Etat (DGF) à Saint-Marcellin

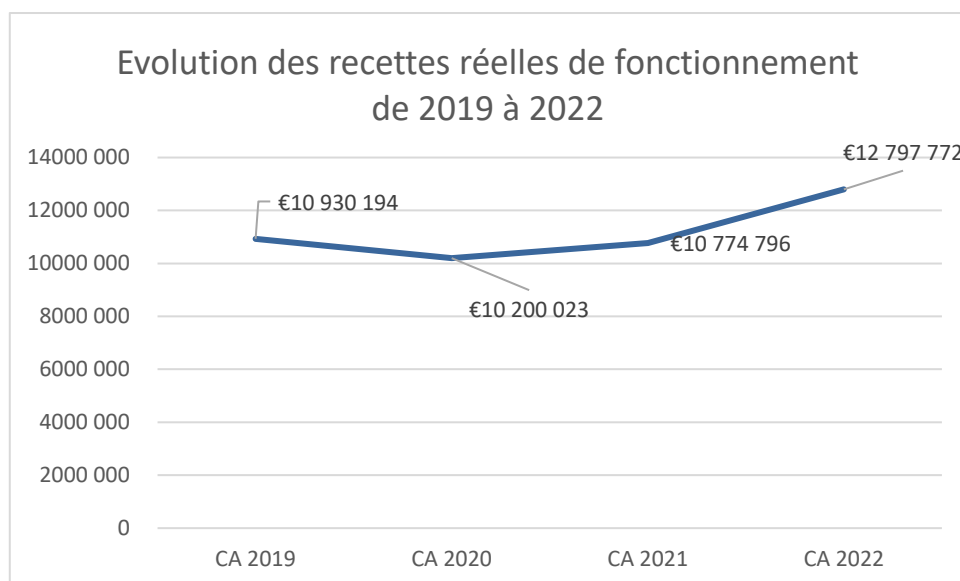


A Saint-Marcellin, la Dotation Globale de fonctionnement par habitant est d'environ 55€ par habitant en 2022.

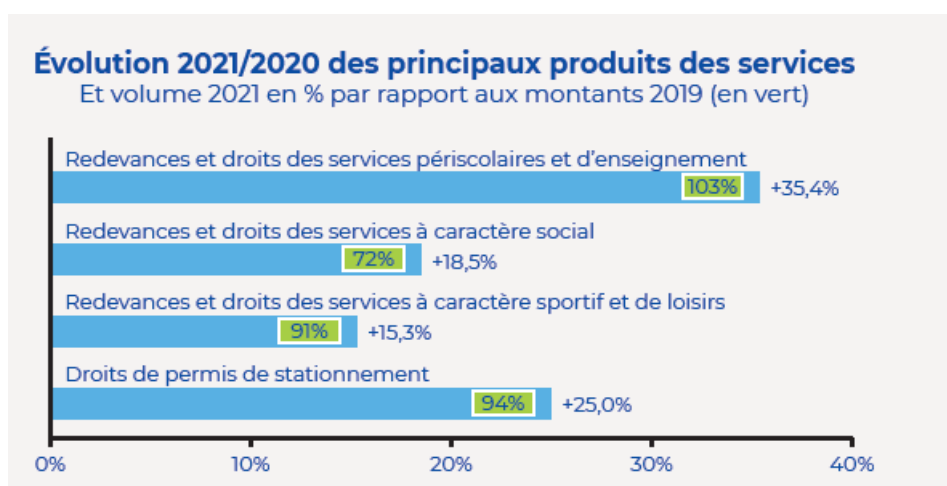


Evolution des recettes de fonctionnement à Saint-Marcellin (2019 à 2022)

Sur l'ensemble des petites villes, les recettes ont progressé de 2,9% en 2021. Sur cette même période, la dynamique de recettes a été plus importante à Saint-Marcellin. Entre 2021 et 2022, les recettes réelles de fonctionnement progressent quant à elles de 6% en raison d'une recette exceptionnelle issue de la reprise de provisions et d'une écriture de cession constatée en fonctionnement. Retraitées des dépenses exceptionnelles, les recettes progressent de 1%.



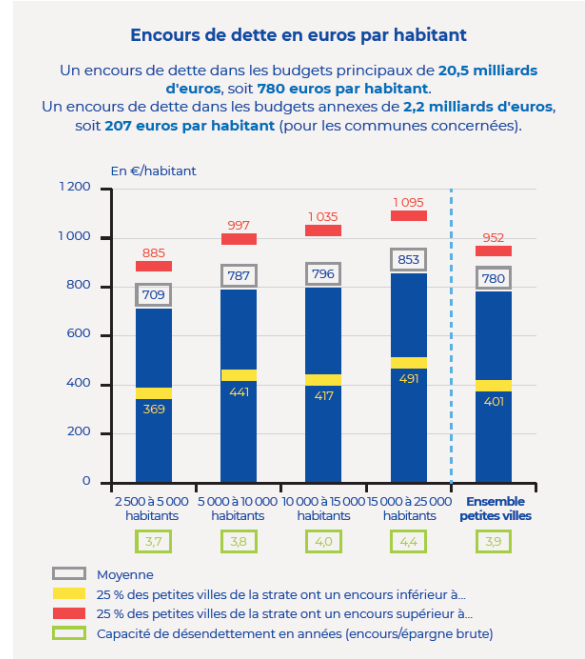
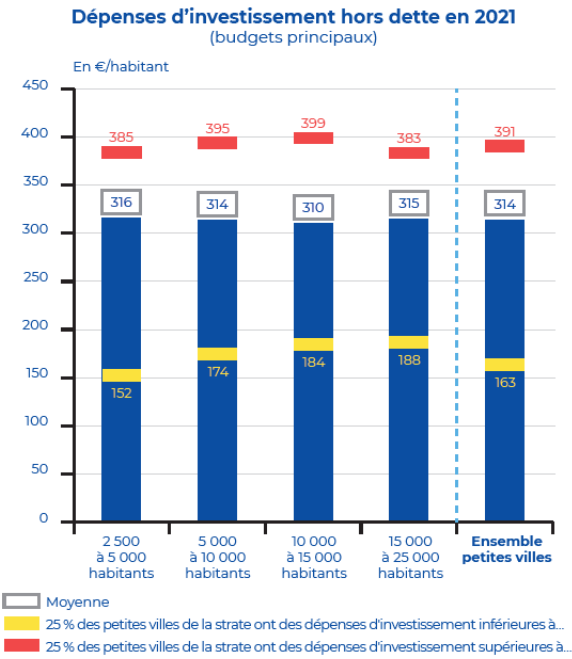
Entre 2021 et 2020, les principaux produits des services de la Ville de Saint-Marcellin ont progressé de 29%.



4/ L'investissement

En 2022, les dépenses d'investissement des collectivités seraient en progression de 6,9 %, croissance à analyser au regard de la hausse des coûts de la construction. Ces dépenses seraient financées par un nouveau recours à l'emprunt de 21,5 milliards d'euros. L'encours de dette progresserait de 1,6 % pour atteindre en fin d'année 203,7 milliards d'euros.

En 2022, la Ville a poursuivi ses efforts d'investissement avec une dépense d'investissement par habitant à 629€ (dont restes à réaliser) contre 314€ pour les collectivités de même strate.



En 2022, le ratio de désendettement de la Ville de Saint-marcellin s'établit à 4,3 ans. La dernière moyenne de la strate connue pour référence l'année 2021, ce ratio se situait alors à 3,8 ans.

II - Orientations budgétaires pour le budget primitif 2023

La prospective financière et les objectifs de cadrage 2023

La réalisation de la politique ambitieuse d'investissement implique la maîtrise des dépenses de fonctionnement, dans un contexte où des incertitudes peuvent rapidement peser sur les recettes. Un accent particulier sera porté sur le patrimoine municipal, avec la rénovation écologique et la mise en sobriété énergétique des bâtiments.

D'importants efforts de gestion ont donc été demandé aux services avec pour contrainte une préparation budgétaire prévoyant une baisse de 10% des dépenses à caractère général.

Il est projeté, par une maîtrise assidue des dépenses, de rester attentif à l'effet ciseau que peut générer la forte augmentation des dépenses d'énergie attendue pour 2024 et de maintenir un niveau d'épargne suffisant pour couvrir – à minima – le remboursement des emprunts mais aussi pour dégager des excédents permettant de financer d'importants projets structurants prévus dans l'opération de revitalisation du territoire.

Dans ce contexte, la Ville choisit néanmoins de maintenir mais aussi d'engager des moyens supplémentaires dans les services publics municipaux dont les politiques visent la justice sociale et la réduction des inégalités et entraînant une hausse de la subvention d'équilibre au CCAS d'environ 250 000€.

A - Budget principal

Malgré la prudence imposée par le contexte géopolitique, économique et social, la Ville poursuit l'ambition d'inscrire Saint-Marcellin dans un aménagement et un urbanisme favorisant le bien-être des habitants, la qualité des espaces publics, l'attractivité et le rayonnement de la Ville.

Les nombreux partenariats engagés à l'échelle du territoire permettront de soutenir la modernisation de la ville et de ses infrastructures et d'entretenir la richesse du patrimoine local.

Ce projet sera mené en maintenant le dialogue et la concertation avec tous les acteurs de la cité et en rendant compte régulièrement des choix et des actions municipales.

1- La prospective de la section de fonctionnement : résilience et solidarité

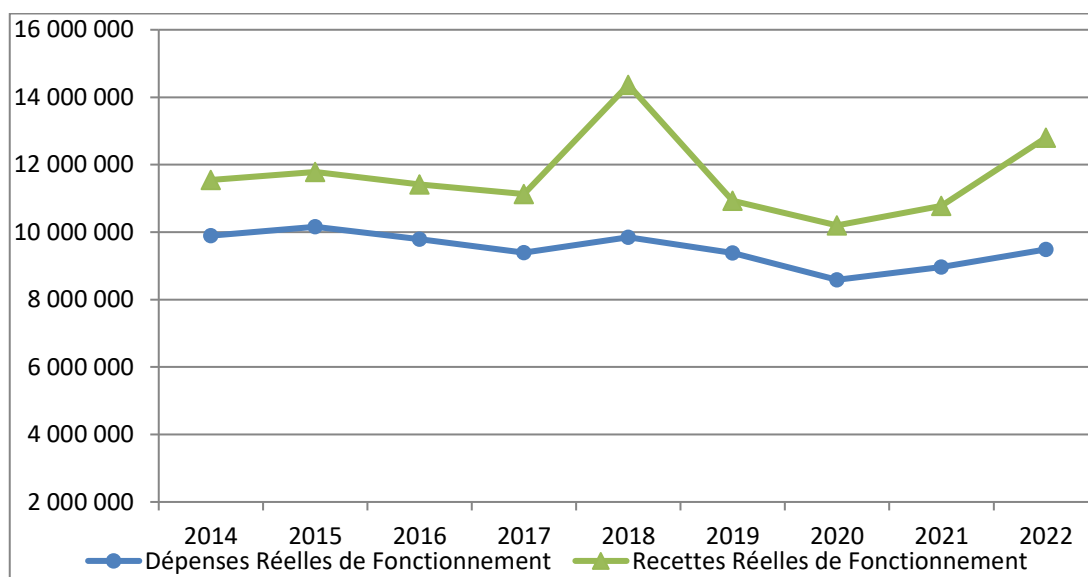
L'exercice 2022 confirme la qualité de la gestion comptable de la Ville et réaffirme notre capacité à dégager les marges financières nécessaires à la concrétisation du renouvellement urbain attendu par les Saint-Marcellinoises et les Saint-Marcellinois.

Une situation financière saine et des choix responsables

L'ambition d'une rénovation urbaine profonde est aujourd'hui rendue possible grâce à notre gestion budgétaire qui a permis de faire face aux baisses de dotations de l'État, et ce, sans tomber dans les travers de l'austérité.

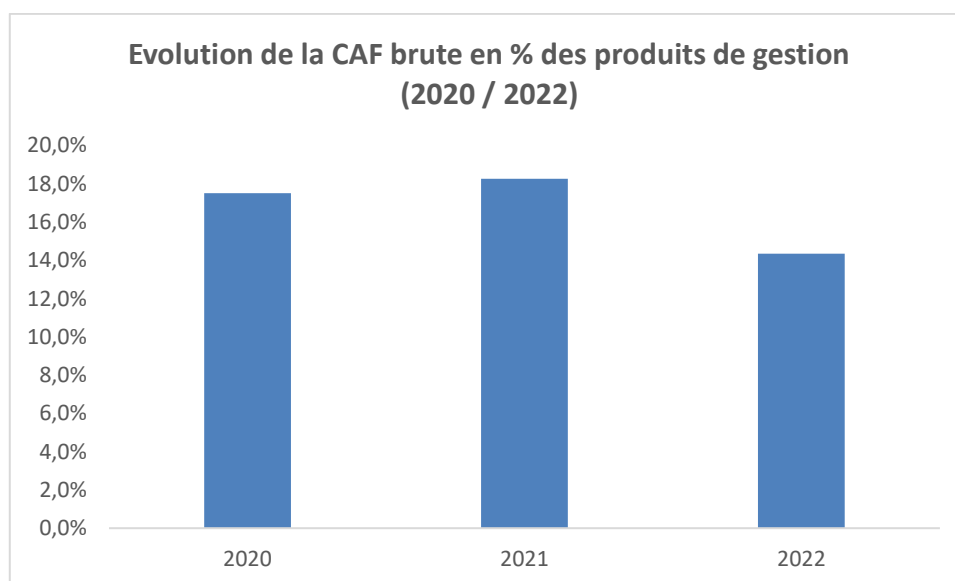
Cette approche nous permet de poursuivre nos investissements au service des habitants.

Evolution des dépenses et des recettes de fonctionnement 2014 / 2022



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Cette situation financière positive se traduit par le maintien de l'épargne brute ou capacité d'auto-financement brute (CAF Brute ou Epargne brute) permettant le financement des investissements. Une CAF brute dans son ratio avec les produits de gestion autour de 15% traduit une situation financière solide.



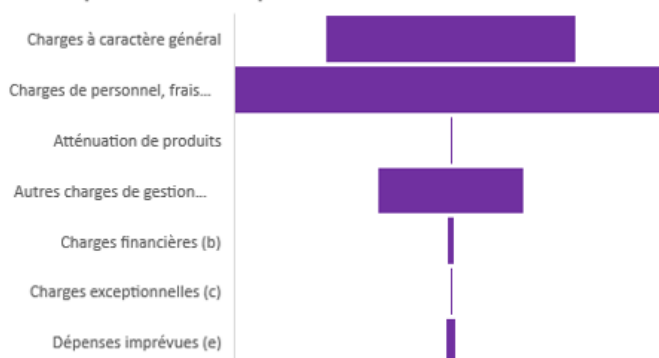
Les Saint-Marcellinois disposent par l'action des services municipaux d'une offre de service de qualité leur permettant d'être accompagnés dans leur vie quotidienne à tous les âges. Dans un souci d'adaptation aux réalités d'une société en mouvement et dans une recherche d'efficacité, les services municipaux sont engagés dans un processus d'évolution dont l'objectif est de maintenir et améliorer la qualité du service rendu tout en étant économe des moyens mobilisés.

Le plan de mandat donne le sens attendu de ces évolutions. Il se décline chaque année par la réorientation des politiques existantes et le développement de nouvelles politiques.

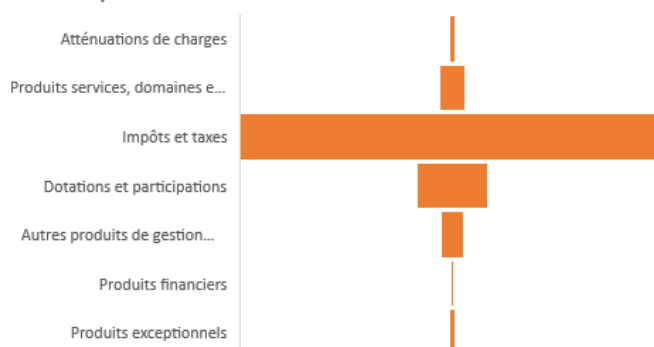
Pour 2023, nous mettrons en avant notamment les politiques suivantes :

- Nous renforcerons l'action en direction des personnes âgées, des plus précaires, des personnes isolées, des concitoyens éloignés du numérique, action menée par le CCAS et son offre de service riche,
- La réussite éducative et l'accompagnement à la scolarité seront renforcés afin de donner à nos enfants toutes les chances de réussir, les projets culturels dans écoles et le périscolaire seront quant à eux poursuivis,
- La richesse des animations ouvertes à tous sera maintenue et l'accès à la pratique sportive pour tous sera effectif grâce notamment à de nombreux équipements municipaux rénovés et de l'engagement de la Ville au travers du label Terres de jeux 2024,
- Le développement de la culture demeurera une des priorités de la ville : avec des tarifs accessibles au plus grand nombre, des dispositifs adaptés aux nouvelles pratiques culturelles, des partenariats « hors-les-murs », la salle (le Diapason) jouant ainsi son rôle de pôle culturel du territoire.

Répartition des dépenses de fonctionnement 2023



Répartition des recettes de fonctionnement 2023

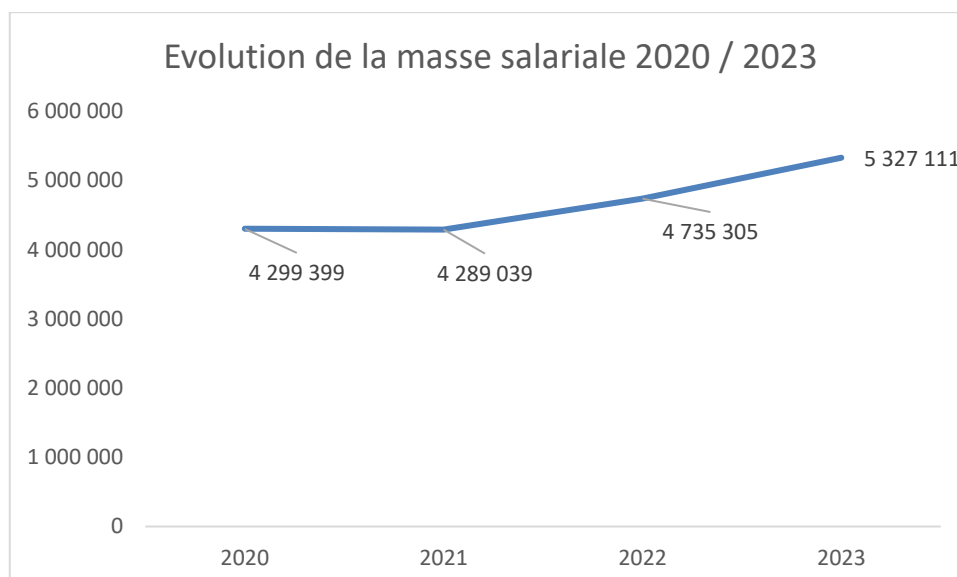


Des dépenses de fonctionnement maîtrisées :

- Les dépenses de personnel :

Les projets de grande envergure menés en investissement et le maintien de la qualité des services rendus au Saint-Marcellinois nécessitent des équipes professionnelles, formées, investies et dynamiques. La Ville a mené sur les trois dernières années une politique ressources humaines et une politique de rémunération audacieuse en partenariat avec les représentants du personnel qui a conduit à une revalorisation importante des salaires, au maintien du pouvoir d'achat dans une période de forte inflation et à l'augmentation des avantages sociaux (prise en charge de 25€ par mois pour la mutuelle santé, instauration d'un forfait mobilité durable, monétisation du Compte Epargne-Temps, aménagement des temps de travail favorisant la conciliation vie privée, vie professionnelle, démarche de qualité de vie au travail...).

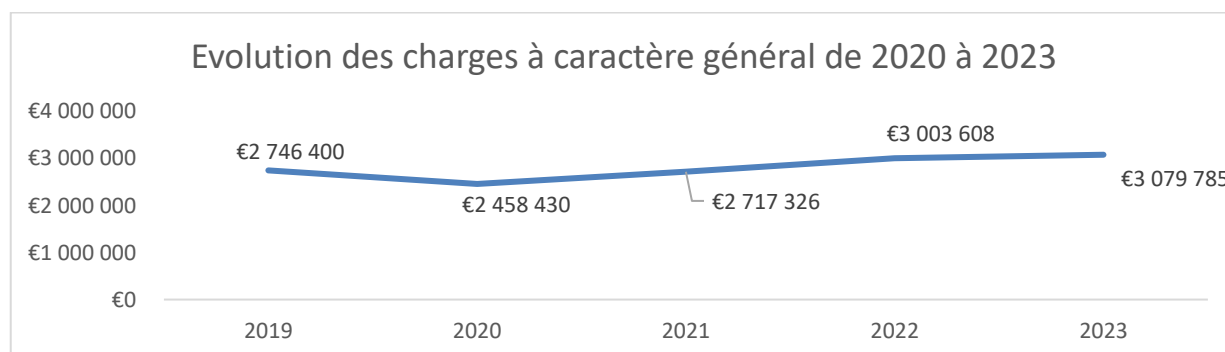
Sous cette impulsion d'une plus grande attractivité des métiers, en 2023, la masse salariale évoluera de 9% de BP à BP.



En l'absence de visibilité de court et moyen terme sur les évolutions de salaire, l'impact de l'inflation sur la revalorisation des traitements des agents n'est pas projeté.

Les charges à caractère général cadrées

D'importants efforts de sobriété sont engagés afin que les charges à caractère général restent stables malgré l'inflation pesant fortement sur les dépenses de ce chapitre (011).



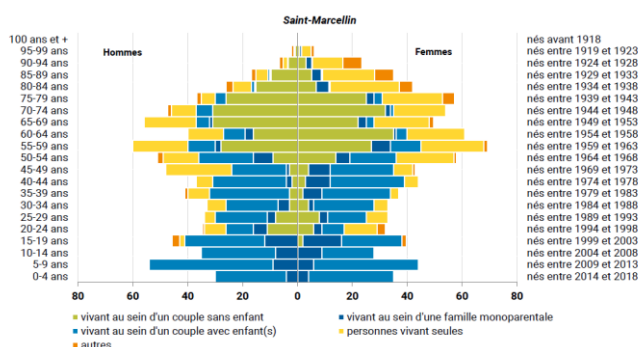
En 2023, les dépenses à caractère général diminueraient de 5 % de BP à BP en application des consignes données dans la lettre de cadrage et dans le plus strict respect de la sobriété budgétaire exigée par les incertitudes qui pèsent sur le coût de l'énergie 2024.

La subvention et participation au CCAS (Autres charges de gestion courantes 65) :

L'analyse des besoins sociaux et le diagnostic menés dans le cadre du programme de réussite éducative par la Ville et le CCAS et dont les conclusions ont été communiquées en novembre 2022 et en janvier 2023 éclairent sur les besoins de la population Saint-Marcellinoise.

Pyramide des âges de la population selon la situation familiale

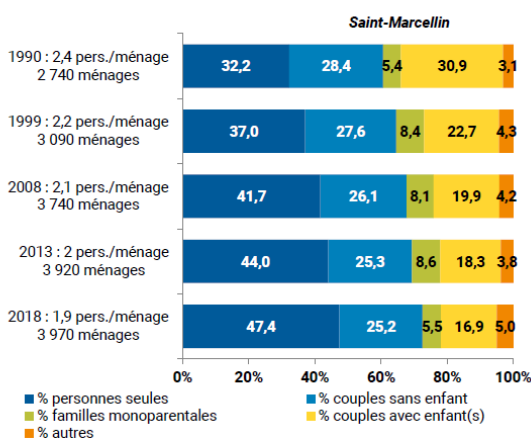
Source : Insee, RP 2018 - Traitements © Compas



La pyramide des âges de la population est très déséquilibrée, il existe un enjeu fort autour du vieillissement et de l'isolement des seniors et notamment des femmes âgées.

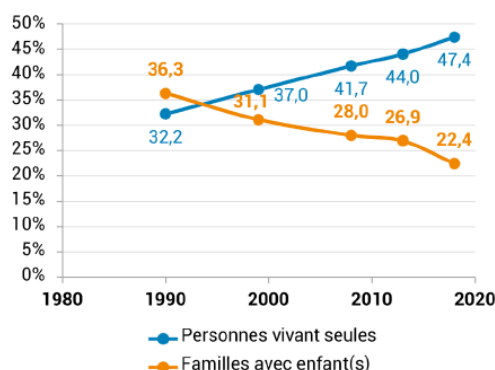
Évolution de la structure des ménages et de la taille moyenne des ménages

Source : Insee, RP 1990-2018 - Traitements © Compas



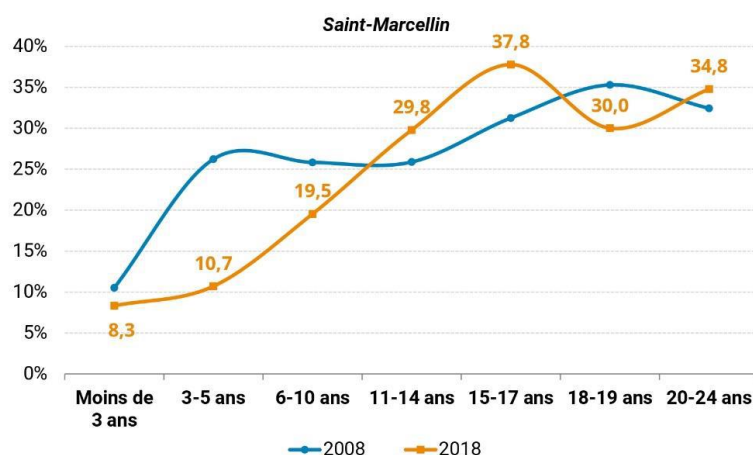
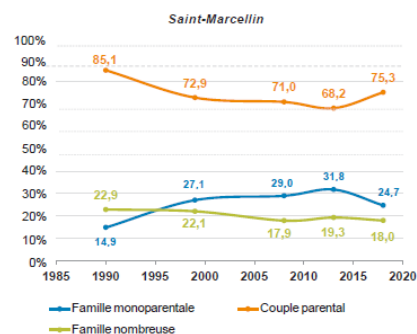
Évolution de la part des familles avec enfant(s) parmi les ménages

Source : Insee, RP 1990-2018 - Traitements © Compas



Type de familles avec enfant(s)

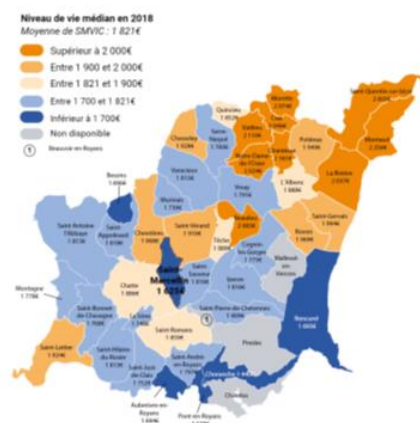
Source : Insee, RP 1990-2018 - Traitements © Compas



L'analyse met également en évidence l'accroissement très net des familles monoparentales sur le territoire. En effet, ce sont 330 enfants qui vivent en famille monoparentale. La part de mineurs en famille monoparentale augmente avec l'âge des enfants (8% pour les moins de 3 ans contre 38% pour les 15-17ans).

Cette situation est inégalement répartie sur le territoire, elle concerne 27% des 3-5 ans des Co-teaux, 23% des 6-10 ans de la Plaine et 60% des 11-17 ans du Centre.

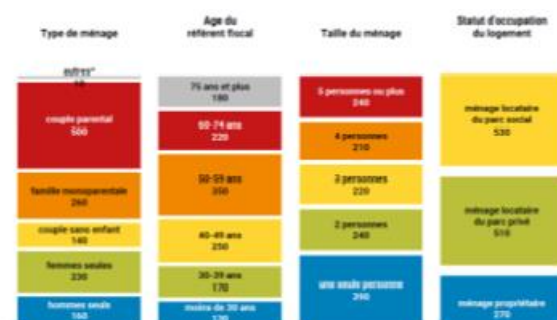
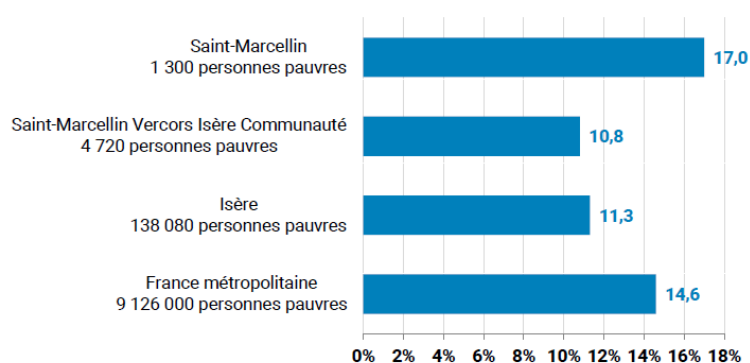
Parallèlement, la population compte moins de mineurs mais plus de personnes de plus de 60 ans.



Le niveau de vie de la population Saint-Marcellinoise apparaît par ailleurs réduit en comparaison aux autres territoires du Département. Le taux de pauvreté est plus élevé qu'au niveau national.

Taux de pauvreté

Source : Insee, Filosofi 2018 - Traitements © Compas



60% des ménages en situation de pauvreté sont des familles. Ce sont donc les enfants qui sont les premiers concernés par la pauvreté.

Outre la pauvreté, la Ville de Saint-Marcellin connaît ses dernières années une progression importante du nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapés, progression plus marquée en comparaison au reste du Département mais également à l'ensemble du territoire national.

Cette analyse met l'accent sur l'enjeu de la solidarité pour tous et entre tous comme un impératif de demain en aidant plus et mieux les plus fragiles.

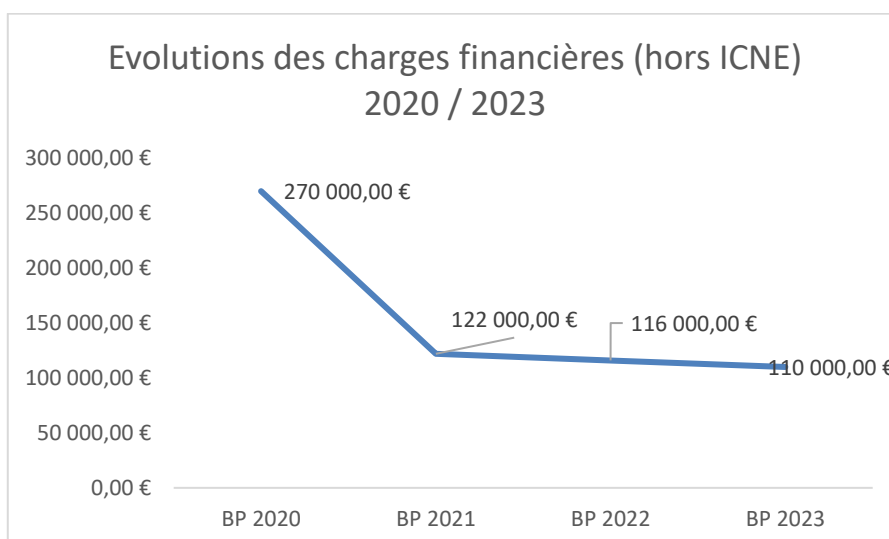
La politique sociale dans les années à venir devra répondre aux enjeux suivants :

- Assurer un socle commun sur les politiques de solidarité pour l'ensemble des Saint-Marcellinois et développer des politiques renforcées pour les plus précaires, en accentuant notre soutien aux personnes en difficulté ou en situation de risque comme les personnes âgées dont les revenus sont en-dessous du seuil de pauvreté, les femmes victimes de violence ou encore les étudiants qui pourraient décrocher,
- Conforter le développement de la vie associative dans laquelle le service public municipal trouve un prolongement,
- Mobiliser toutes nos forces pour l'insertion et le développement social des populations prioritaires,
- Renforcer l'offre existante pour la parentalité et la jeunesse et renforcer l'offre existante globale (jardin partagé, permanence santé social, ...) et mieux la valoriser,
- Promouvoir une économie plus sociale et plus solidaire et encourager l'innovation sociale et les emplois d'utilité sociale,
- Soutenir aux côtés du Centre Hospitalier Intercommunal et du Contrat Local de Santé porté par Saint-Marcellin Vercors Isère communauté, les actions de prévention et de santé, les soins de santé sur le territoire.

Afin de donner les moyens de cette ambition, la Ville fait le choix de majorer la subvention d'équilibre au CCAS de plus de 250 000€ pour 2023.

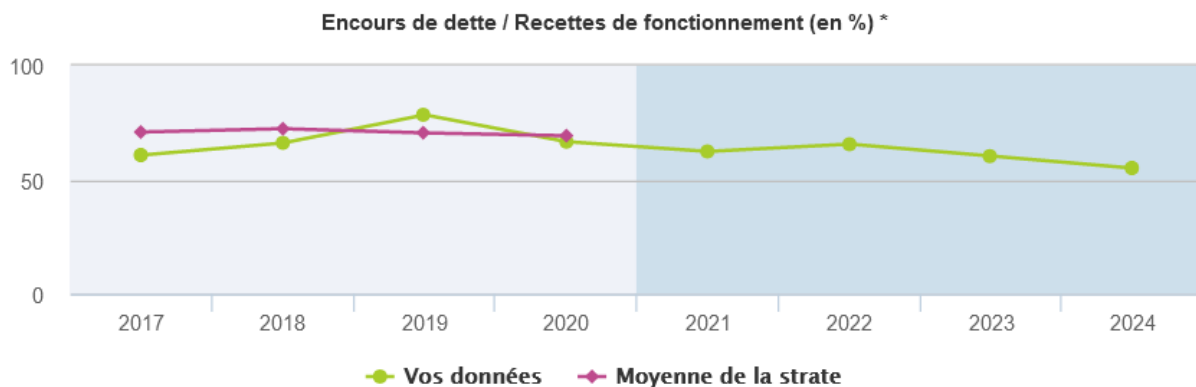
Des charges financières optimisées :

La renégociation des emprunts réalisée en 2020 permettra pour la quatrième année consécutive de contracter les charges financières. Ainsi ce poste a quasiment été divisée par 3 en 4 exercices permettant de créer des conditions propices au financement d'un Plan Pluriannuel d'Investissement ambitieux et porteur de renouveau pour la Ville et le territoire.

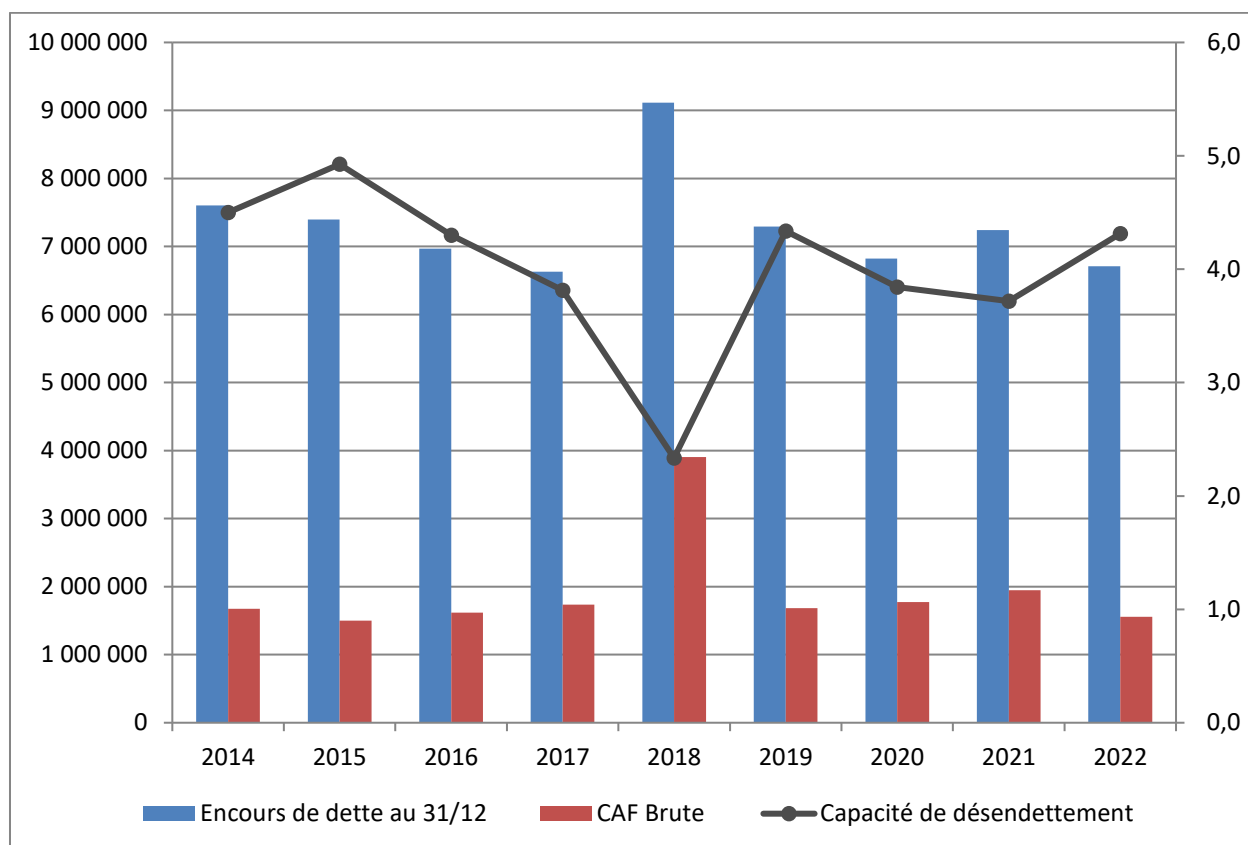


Une dette raisonnée et une capacité de désendettement optimisée

Tous les indicateurs de notre dette sont au vert. La renégociation engagée en 2020 a permis d'assurer un taux d'emprunt inférieur à celui en vigueur au sein du bloc communal et des collectivités de notre strate.



Cet indicateur couplé au ratio de désendettement et à l'encours de dette sur les recettes de fonctionnement permet d'envisager sereinement la mise en œuvre du Plan Pluriannuel 2020 / 2026 au service du territoire et de ses habitants sans grever les marges de manœuvres futures de la collectivité.



Toutefois, la maîtrise des dépenses ne saurait suffire à mobiliser des excédents pour investir. Ces efforts doivent être doublés d'une optimisation constante des recettes de fonctionnement.

Des recettes de fonctionnement stabilisées :

Les recettes de fonctionnement retraitées des opérations exceptionnelles de 2022 progresseront de 3% en 2023, la plus grande ressource de la commune demeurant la fiscalité locale (76% des recettes de fonctionnement).

Des produits fiscaux dynamiques

L'évolution du produit relatif à la fiscalité locale est soumise à trois facteurs :

- Les taux votés,
- La revalorisation des bases fiscales (valeurs locatives),
- Le nombre de bases (habitations et locaux d'entreprises) présents sur le territoire.

Notre engagement demeure la stabilité des taux d'imposition sur le mandat.

Dans ce contexte, l'augmentation structurelle des recettes fiscales s'appuiera sur la triple dynamique de :

- La revalorisation annuelle des bases fiscales, déterminée par l'Etat en fonction du taux d'inflation
- L'évolution de la classification des bases,
- L'attractivité de la commune sur le plan de l'habitat et de l'économie.

En complément de la fiscalité locale d'autres mesures impactent le budget de la commune sur ce chapitre de la fiscalité :

- Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), est une recette pour la commune. Il a été créé afin de compenser pour chaque commune et chaque intercommunalité les conséquences financières de la réforme de la taxe professionnelle. Le montant est fixe et il s'élève pour la commune à 728 046 € par an,
- Après plusieurs années de contribution forte aux redressements des finances publiques (CRFP), la Dotation Globale de Fonctionnement devrait être en légère baisse à 422 000 €,
- Le produit de la taxe sur l'électricité a été fortement impacté par la diminution des taxes à leur niveau minimum depuis le 1^{er} février 2022. Sous l'effet de la sobriété énergétique, ce produit est évalué en baisse par rapport au compte administratif n-1 pour le deuxième exercice consécutif,
- La taxe aux droits de mutation est évaluée à 320 000€ pour 2023.

Des flux financiers intercommunaux stabilisés

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre l'EPCI et la Ville. Ce flux financier devrait demeurer stable en 2023. Nous serons attentifs au travail annoncé sur le pacte financier et fiscal en veillant à la prise en compte des particularités liées à notre statut de ville-centre et des contributions de chacun à la dynamique du territoire.

Les autres recettes stables

Hors fiscalité les recettes d'exploitation de la commune sont les suivantes :

- Le produit de la tarification
- Les subventions reçues
- Les loyers perçus
- La redevance de GEG

Le produit de la tarification évoluera légèrement prenant en compte la tarification pour la première année de l'occupation du domaine public.

Les recettes attendues sur ce chapitre sont estimées à près de 500 000 € par an.

Au niveau des **subventions** environ 70 % du produit encaissé provient des conventions qui lient la commune à la caisse d'allocation familiale de l'Isère (CAF) dans le cadre notamment des accueils périscolaire et extrascolaire. Ces recettes seront projetées à hauteur de l'encaisse constatée au compte administratif 2022.

En parallèle, comme chaque année, il sera demandé à tous les services de poursuivre la recherche active de subventions via notamment les appels à projet. 2023 devrait permettre une recette de 350 000 €.

Pour les recettes liées aux loyers, elles seront stabilisées à 310 000 €.

Avec la prospective ainsi développée, nous maintiendrons sur le mandat notre épargne brute permettant de financer un plan d'investissement cohérent avec notre plan de mandat aux bénéfices de la ville et de ses acteurs.

2- Des investissements ambitieux pour une cité émancipée

En 2023, la Ville fait, à nouveau, le choix de porter l'investissement à un haut niveau, malgré les effets des différentes crises sur les finances publiques dans le but de soutenir l'activité économique et de poursuivre la réalisation des projets structurants engagés par l'équipe municipale.

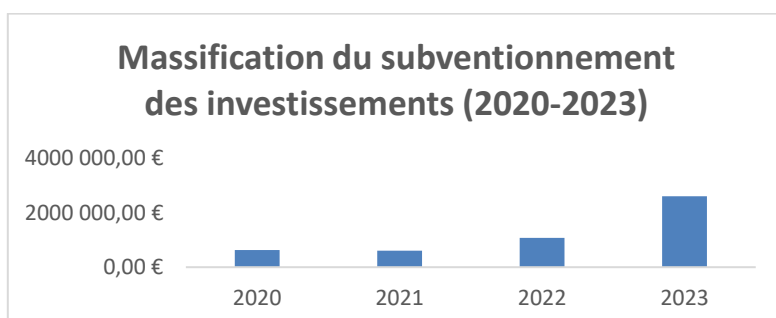
Pour mener à bien cet objectif, la ville est forte de recettes d'investissement solides.

Les recettes d'investissement

En complément de l'épargne brute, les recettes de la section d'investissement se décomposent entre :

- Les subventions
- L'emprunt
- Le fond de compensation de la TVA
- Le financement des amortissements

Directement liées au volume des dépenses d'équipement, les recettes de subvention seraient en forte hausse en 2023, du fait, notamment de la participation de l'Etat, de la Région, du Département et de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Les services communaux resteront, comme les années précédentes, vigilants pour dynamiser ces recettes, la mobilisation financière de nos partenaires permettra d'atténuer le nécessaire recours à l'emprunt.



Le recours à l'**emprunt** ne sera pas mobilisé en 2023, l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement permettant encore cette année d'équilibrer le besoin de financement.

- **Le FCTVA**

Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est un prélèvement sur les recettes de l'Etat qui constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissement.

Suite à l'entrée en vigueur de l'article 251 de la loi de finance initiale pour 2021, la réforme de la gestion du FCTVA vise à automatiser son attribution. Cette réforme permet de simplifier et d'harmoniser les règles de gestion du FCTVA, d'alléger la procédure de déclaration pour les collectivités, de réduire les délais de versement et d'optimiser les contrôles par les préfectures. Certains éléments du mode de calcul évoluent pour permettre l'automatisation des attributions pour les dépenses éligibles.

Les nouvelles règles de calcul sont très défavorables, plusieurs articles comptables ayant été exclus, il est prévu une très nette baisse de la recette estimée à 250 000€ en 2023.

La prospective prévoit du fait de la massification des investissements une hausse en 2024 et en 2025 de l'ordre de 200 000€.

- Le financement des **amortissements**, issu de la section de fonctionnement, vient chaque année compléter les recettes d'investissement. La prospective l'établit à 420 000€ en 2023 et un niveau légèrement supérieur sur les prochains exercices.

L'ensemble de ces recettes permettra de financer environ 5,4 M€ de projets d'investissement en 2023 et de rembourser les emprunts en cours pour environ 535 000€.

3- Dépenses d'investissement et Plan pluriannuel d'investissement :

Les priorités stratégiques portées par la majorité ont été inspirées à la fois par l'expérience politique des élus et les réalisations des mandats précédents.

Leur socle de valeurs, leur connaissance du terrain et des enjeux identifiés au contact des habitants avant et pendant la campagne électorale ont permis de préciser plusieurs enjeux.

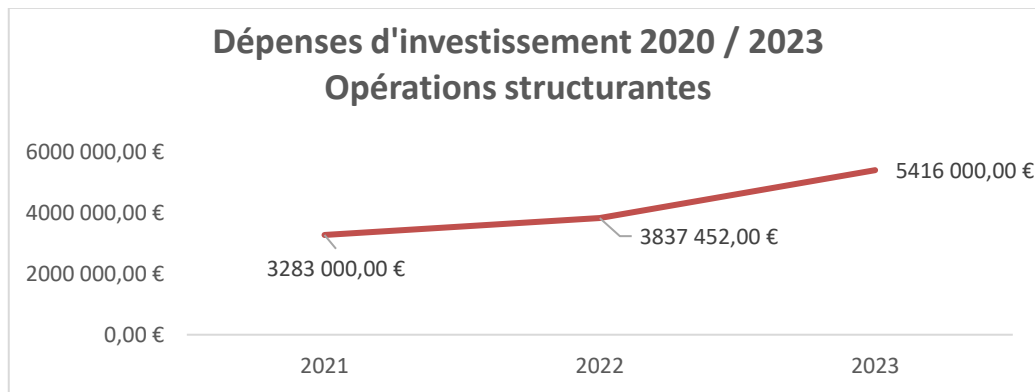
Déjà affirmée à l'occasion des débats d'orientation budgétaire 2021 et 2022, la démarche audacieuse de sobriété énergétique et de transition écologique est priorisée dans un contexte d'envolée des prix de l'énergie.

Si l'optimisme et la volonté politique affichés ne sont pas de changer de cap en matière d'investissement, il n'en demeure pas moins que la majorité fera preuve de responsabilité en raison des incertitudes et sera réactive.

Elle aborde donc cet exercice budgétaire périlleux avec la plus grande prudence en raison de l'évolution imprévisible de la situation mondiale, de l'inflation et du coût de l'énergie.

Un ajustement de la stratégie d'investissement communale pourrait avoir lieu en cours d'année en fonction du coût réel de l'énergie.

- **La forte accélération des investissements du Plan pluriannuel d'investissement :**



Les projets d'investissement 2023, dont le montant total prévisionnel s'établit à 5M€ ce qui porte l'effort d'investissement à 659€ par habitant, s'organisent autour de 7 axes :

- **Sobriété énergétique et transition écologique :**

- Installation d'arrosage intégré aux stades de la Saulaie et Carrier – 80 000 €
- Passage en leds du Stade de la Saulaie et relamping des bâtiments et de l'éclairage public – 270 000 €
- Etude préalable à l'installation de panneaux photovoltaïques – 25 000 €
- Installation d'ombrières – 180 000 €
- Etude préalable à la végétalisation des cours – 60 000 €
- Travaux de rénovation énergétique du Gymnase de la Saulaie – 10 000€
- Espaces verts, patrimoine arboré et gestion différenciée - 20 000 €

- **Faciliter la vie associative et la démocratie participative :**

- Salle polyvalente : rénovation de la cuisine - 75 000 €
- Budget participatif – 20 000€

- **Renforcer l'égalité des chances :**

- Tiers Lieux numérique (Dernière tranche, étude et travaux)
- Rénovation de la maison Beausoleil – 90 000€
- Etude sur l'aménagement de l'école de la Plaine – 30 000€

- **Développer les partages et faciliter les pratiques loisirs et sportives :**

- Complexe sportif La Saulaie (réfection du sol du Gymnase de la saulaie, création de douches PMR et sas d'entrée, étude sur la couverture de cours de tennis, sur l'extension du Gymnase Picard, la création de bureaux, d'une salle d'activité douce et d'une salle de danse) - 500 000€

- **Aménager la commune, développer l'attractivité et faciliter les usages :**

- Etudes et aménagements des espaces publics, des places et des voiries (Champ de mars, avenue du collège, Place d'armes, Gambetta, rue de la Plaine) - 1 230 000 €
- Développer un réseau « mode doux » - 505 000 €
- Intensifier la maîtrise foncière et études opérationnelles d'aménagement - 150 000 €

- Poursuite du développement et du renouvellement de la vidéo protection - 160 000€
- ORT- Espaces publics – aménagement du parc du Mollard – 75 000€
- Opération programmée de l’habitat – 120 000 €
- Mise en valeur des passages – 80 000 €
- Cahier de prescription architecturale et modification du PLU - 77 000 €
- Accompagner le développement commercial - 50 000 €

- **Participer au rayonnement de la Ville par une politique culturelle ambitieuse :**
 - Mise en protection du bateau ivre - 72 000 €.
 - Aménagement de l’Espace Saint-Laurent – 135 000 €

- **Bâtiments, entretien du patrimoine et équipements des services : enveloppe d’1Md’€ consacrée à :**
 - Maintenance, amélioration du patrimoine et études - 265 000 €
 - Espaces publics, éclairage public et valorisation du cimetière - 100 000 €
 - Renouvellement du matériel et des véhicules - 380 000 €
 - Gros entretien et réfection de voirie - 150 000 €
 - Renouvellement du mobilier urbain - 45 000€
 - Renouvellement du mobilier administratif, culturel et scolaire - 47 000 €

Pour conclure, Saint-Marcellin est une ville qui rayonne par son dynamisme. La richesse des animations, des services proposés aux habitants et la qualité de son tissu associatif sont une chance pour notre ville et notre territoire. Cela ne doit cependant pas nous figer dans le temps court où les projets se succèdent les uns après les autres. Il est au contraire nécessaire que l’exercice communal se conçoive sur le temps long. Penser le temps long, c’est croire que les idées d’aujourd’hui peuvent changer la ville de demain.

C’est le sens de notre plan pluriannuel d’investissement, qui améliorera durablement la qualité de vie des habitants pour garder notre ville agréable, solidaire, résiliente et plus durable. Car pour répondre aux importantes mutations que notre monde connaîtra, il faut investir maintenant pour garantir la qualité de vie des Saint-marcellinois de demain.

Comme l’ont fait ceux qui nous ont précédés, nous adoptons une vision budgétaire de long terme qui permettra aux élus de demain d’investir dans de futurs projets qui pourraient être la rénovation du bateau ivre, la construction d’un nouveau groupe scolaire haute qualité environnementale ou encore la valorisation du site remarquable comme celui de la piscine ou encore celui du Château sans oublier la poursuite de l’amélioration de l’habitat et de la revitalisation du territoire.

B - Budget annexe Energie Bois : Le réseau se développe

Propre et économique, le chauffage urbain allie simplicité et performance en apportant sécurité, fiabilité et haut rendement. Assurant la production de chaleur, il offre une solution globale sûre et à coût maîtrisé pour les bâtiments résidentiels, collectifs et tertiaires.

Depuis 2019, la Ville de Saint-Marcellin porte son réseau de chaleur urbain, source de chaleur renouvelable et économique, auquel sont déjà raccordés 10 bâtiments.

En 2023, l'enjeu de rentabilité est toujours un objectif prioritaire ; l'extension du réseau en est une des réalisations phare.

- **Les orientations 2023**

- En fonctionnement
 - Recrutement d'un Directeur de la Régie Energie bois (arrivée en janvier 2023),
 - Poursuite de l'optimisation du pilotage de la chaufferie pour en améliorer les performances.
- En investissement
 - Création d'un second réseau de chaleur sur le secteur Nord de la Ville : lancement du marché global de performance et choix du prestataire pour la réalisation de ce réseau (chaufferie et réseau),
 - Travaux d'extension et de densification du réseau existant (fin des raccordements démarrés en 2022) et étude des prochaines extensions possibles (quartier de la Gare),
 - Travaux de modernisation de la chaufferie (GTC, commande chaufferie...) afin d'améliorer ses performances.

C - Budget modernisation du Centre hospitalier

L'année 2022 a été marquée par la fusion des établissements de santé de Saint-Marcellin, Saint Sauveur et Vinay, concrétisation d'un travail de confiance et de proximité, tourné vers un but commun, apporter une réponse de proximité aux habitants du territoire.

Cette fusion devrait permettre de donner un poids supplémentaire à l'offre de soins tout en la rendant plus attractive pour les professionnels de santé mais surtout de promouvoir la qualité de la prise en charge au sein des trois établissements.

En 2023, la Ville poursuivra son engagement auprès du Centre hospitalier grâce à la poursuite du portage de la maison des internes.

En fonctionnement, les charges courantes se maintiendront à leur niveau 2022, les recettes quant à elles sont estimées à 25 000€.

En investissement, des travaux de rénovation sont prévus pour un montant estimé de 30 000€.